

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

22 juin 2021

PROPOSITION DE RÉSOLUTION**relative au renforcement du cadre législatif
pour le maintien de l'ordre public
par la Défense au cours des opérations
menées sur le territoire national****RAPPORT**FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA DÉFENSE NATIONALE
PAR
MM. **Guillaume DEFOSSÉ** ET
Steven CREYELMAN**SOMMAIRE**

Pages

I. Exposé introductif.....	3
II. Discussion générale.....	4
III. Discussion des considérants et des demandes et votes	10

*Voir:*Doc 55 **1784/ (2020/2021):**001: Proposition de résolution de M. Freilich et consorts.
002: Amendement.BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

22 juni 2021

VOORSTEL VAN RESOLUTIE**betreffende het versterken
van een wetgevend kader voor openbare
ordehandhaving door Defensie
bij binnenlandse missies****VERSLAG**NAMENS DE COMMISSIE
VOOR LANDSVERDEDIGING
UITGEBRACHT DOOR
DE HEREN **Guillaume DEFOSSÉ** EN
Steven CREYELMAN**INHOUD**

Blz.

I. Inleidende uiteenzetting	3
II. Algemene bespreking.....	4
III. Bespreking van de consideransen en de verzoeken en stemmingen	10

*Zie:*Doc 55 **1784/ (2020/2021):**001: Voorstel van resolutie van de heer Freilich c.s.
002: Amendement.

04925

**Composition de la commission à la date de dépôt du rapport/
Samenstelling van de commissie op de datum van indiening van het verslag**
Président/Voorzitter: Peter Buysrogge

A. — Titulaires / Vaste leden:

N-VA	Peter Buysrogge, Theo Francken, Darya Safai
Ecolo-Groen	Julie Chanson, Wouter De Vriendt, Guillaume Defossé
PS	Hugues Bayet, André Flahaut, Christophe Lacroix
VB	Steven Creyelman, Annick Ponthier
MR	Denis Ducarme, Katrin Jadin
CD&V	Hendrik Bogaert
PVDA-PTB	Steven De Vuyst
Open Vld	Jasper Pillen
Vooruit	Kris Verduyck

B. — Suppléants / Plaatsvervangers:

Björn Anseeuw, Joy Donné, Michael Freilich, Frieda Gijbels
Kim Buyst, Samuel Cogolati, Barbara Creemers, Cécile Thibaut
N., Malik Ben Achour, Sophie Thémont, Özlem Özen
Pieter De Spiegeleer, Ellen Samyn, Dries Van Langenhove
Daniel Bacquellaine, Christophe Bombled, Caroline Taquin
N., Nawal Farih
Nabil Boukili, Roberto D'Amico
Tim Vandenput, Marianne Verhaert
Melissa Depraetere, Vicky Reynaert

C. — Membre sans voix délibérative / Niet-stemgerechtigd lid:

cdH	Georges Dallemagne
-----	--------------------

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numerering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné cette proposition de résolution au cours de ses réunions des 3 mars et 5 mai 2021.

I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF

M. Michael Freilich (N-VA) explique que la question clé est de savoir si les militaires déployés dans les rues sont autorisés à intervenir eux-mêmes et dans quelles circonstances ils doivent attendre la police pour pouvoir le faire. Il n'existe pour les militaires aucun cadre juridique régissant les modalités d'intervention sur notre territoire. À l'heure actuelle, les militaires déployés dans les rues ne peuvent protéger que leur propre vie ou une personne manifestement en danger. En principe, ils ne peuvent pas davantage demander à un passant d'ouvrir son sac à dos, même s'il leur paraît suspect.

Dans la proposition de résolution, il est demandé au gouvernement de ne pas mettre fin à l'opération *Vigilant Guardian* (OVG) avant qu'il ne soit clairement établi que la police est capable de reprendre à sa charge les missions liées à cette opération. Il s'agit par ailleurs de créer un cadre juridique sûr délimitant les possibilités, pour des militaires, d'intervenir dans le cadre d'une mission spécifique de maintien de l'ordre public sur notre territoire tout en restant subordonnés à la police, qui reste la première responsable du maintien de l'ordre. Il s'agit également de confier à des militaires certaines missions limitées de la police, comme, par exemple, les contrôles d'identité.

La proposition de résolution à l'examen est toujours d'actualité, dès lors que la suppression progressive de l'OVG ne devrait être achevée qu'à la fin du mois de septembre. Pour les institutions juives, la levée progressive du dispositif ne se ferait qu'en collaboration avec la ville d'Anvers et la police anversoise. Il n'est donc pas impossible que la mission soit maintenue dans les quartiers juifs d'Anvers.

L'intervenant souligne que la ministre mentionne uniquement l'arrêt de l'opération *Vigilant Guardian* (OVG), mais ne dit rien de l'opération *Spring Guardian* (OSG), dont le but est de sécuriser les sites nucléaires. Pour l'instant, la Direction de la sécurisation (DAB) de la Police fédérale ne dispose pas d'effectifs suffisants pour reprendre à sa charge la mission de sécurisation des sites nucléaires.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit voorstel van resolutie behandeld tijdens haar vergaderingen van 3 maart en 5 mei 2021.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING

De heer Michael Freilich (N-VA) stelt dat de hamvraag is of de militairen die op straat worden ingezet zelf mogen optreden en wanneer ze moeten wachten op de politie om te kunnen optreden. Militairen hebben geen sluitend juridisch kader voor het optreden op eigen grondgebied. Momenteel mogen de militairen op straat enkel hun eigen leven beschermen of iemand die in dringend gevaar is. In principe mogen militairen die op straat patrouilleren niet vragen aan een voorbijganger om zijn rugzak te openen, ook niet als die er verdacht uitziet.

In het voorstel van resolutie wordt aan de regering gevraagd om de operatie *Vigilant Guardian* (OVG) niet te stoppen voor dat duidelijk blijkt dat de politie hun taken kan overnemen. Een bijkomende vraag is een sluitend juridisch kader te creëren voor de militairen binnen het kader van een specifieke opdracht van binnenlandse openbare ordehandhaving, ondergeschikt aan de politie die de primaire ordehandhaver blijft. Bepaalde beperkte taken van de politie door militairen te laten uitvoeren zoals bijvoorbeeld identiteitscontroles.

Het voorstel van resolutie is nog actueel omdat de afbouw van OVG slechts tegen eind september zou moeten afgerond zijn. De afbouw van OVG voor de Joodse instellingen zou enkel gebeuren in samenwerking met de stad Antwerpen en met de politie van Antwerpen. Het is dus niet onmogelijk dat de missie in de Joodse wijken in Antwerpen wordt voortgezet.

De spreker wijst erop dat de minister enkel gewag maakt van de stopzetting van de operatie *Vigilant Guardian* (OVG), maar niets zegt over de operatie *Spring Guardian* (OSG). Deze operatie heeft als doel de nucleaire sites te beveiligen. Momenteel beschikt DAB van de federale politie niet over voldoende manschappen om de beveiliging van de nucleaire sites over te nemen.

Même si l'OVG et l'OSG devaient cesser, il serait utile de disposer d'un cadre juridique régissant les interventions de militaires déployés dans l'espace public.

L'objectif de la proposition est d'assurer la sécurité des citoyens, sachant qu'il existe encore en Belgique des communautés qui font l'objet d'une menace de niveau 3, c'est-à-dire une menace réelle et active.

II. — DISCUSSION GÉNÉRALE

M. Michael Freilich (N-VA) renvoie à son exposé introductif. Il évoque ensuite un article de presse dont l'auteur estimait que, sans cadre juridique approprié, il faut à tout prix éviter de procéder à nouveau au déploiement de militaires dans les rues.

L'intervenant précise l'objectif de la proposition de résolution à l'examen, à savoir donner aux militaires affectés aux opérations OVG et OSG la possibilité, dans un cadre légal, de demander aux passants de montrer leur carte d'identité ou d'ouvrir leur sac à dos lorsqu'ils ont un comportement suspect. L'idée est que ces militaires se voient confier un éventail limité de tâches sous le contrôle de la police. L'opération OVG se terminera en septembre, mais ce n'est pas le cas de l'opération OSG (voir question du 26 février posée à Mme Dedonder).

Par ailleurs, compte tenu de la situation actuelle en matière de sécurité et de la capacité limitée de la police, les auteurs de la proposition de résolution demandent la poursuite de l'opération Vigilant Guardian, en tout cas dans les zones concernées par une menace de niveau 3.

M. Jasper Pillen (Open Vld) souligne que son groupe n'est pas favorable à l'attribution d'une compétence générale aux militaires déployés dans la rue.

M. Guillaume Defossé (Ecolo-Groen) estime que la discussion autour de la proposition de résolution à l'examen est une occasion d'aborder des questions liées à l'État de droit et à ses fondements. Il se félicite du fait que l'accord de gouvernement prévoie l'arrêt prochain des opérations OVG et OSG et le retrait des militaires déployés dans les rues. La Défense est soulagée qu'il soit mis fin à ces opérations, surtout dans le contexte actuel de crise sanitaire, où elle a aussi un rôle à jouer dans le cadre de sa mission de service à la Nation.

La fin de l'OVG a déjà été discutée en commission dans le cadre de l'examen de la proposition de résolution du groupe Open Vld (DOC 55 1004/001). Cette proposition a été retirée à la suite de l'accord de gouvernement et

Zelfs wanneer OVG en OSG zouden stoppen is het nuttig om over een wettelijk kader te beschikken voor het optreden van de militairen.

Het doel van het voorstel is om burgers veilig te stellen en er zijn nog steeds gemeenschappen in België die onder terreurniveau drie staan, dit is reële en actieve dreiging.

II. — ALGEMENE BESPREKING

De heer Michael Freilich (N-VA) refereert aan zijn betoog in de inleidende uiteenzetting. Hij verwijst naar een persartikel dat stelt dat militairen zonder aangepast wettelijk kader op straat inzetten niet voor herhaling vatbaar is.

De heer Freilich verduidelijkt wat de doelstelling is van het ter bespreking voorliggende voorstel van resolutie, meer bepaald ertoe komen dat de militairen van OVG en OSG de mogelijkheid krijgen om binnen een wettelijk kader burgers op straat, wanneer ze zich verdacht gedragen, kunnen vragen om hun identiteitskaart te tonen of hun rugzak te openen. De vraag is erop gericht dat de militairen een gelimiteerd takenpakket zouden krijgen onder de controle van de politie. De operatie OVG zal aflopen in september, maar dit is niet zo voor de operatie OSG (zie vraag van 26 februari aan mevrouw Dedonder).

Bovendien wordt in het voorstel van resolutie gevraagd om gezien de huidige veiligheidssituatie en rekening houdend met de beperkte capaciteit van de politie de operatie Vigilant Guardian, zeker in zones met een veiligheidsniveau nummer drie, voort te zetten.

De heer Jasper Pillen (Open Vld) onderstreept dat zijn fractie niet pleit voor het geven van een algehele bevoegdheid aan militairen op straat.

De heer Guillaume Defossé (Ecolo-Groen) stelt dat de bespreking van het voorstel van resolutie de kans biedt om in te gaan op kwesties met betrekking tot de rechtstaat en de fundamenteën van de rechtstaat. Hij is verheugd dat het regeerakkoord stelt dat de twee operaties OVG en OSG zullen worden stopgezet en dat militairen van straat zullen worden gehaald. Defensie is opgelucht dat de operaties worden beëindigd, zeker in de huidige sanitaire crisis waar ze ook een taak hebben in het kader van hun opdracht van dienst aan de Natie.

Het thema over de stopzetting van de operatie OVG is reeds gevoerd in de commissie naar aanleiding van de voorstel van resolutie van de Open Vld-fractie (DOC 55 1004/001) dat werd ingetrokken ten gevolge van het

de la décision de mettre fin à l'OVG, qui ne sera pas réactivée tant que le niveau de la menace n'aura pas évolué.

L'intervenant souligne par ailleurs que le déploiement de militaires dans les rues ne peut avoir lieu que dans certaines situations très exceptionnelles et qu'il doit se fonder sur une décision politique. Cela fait longtemps que les circonstances spécifiques requises pour cela ne sont plus réunies.

M. Defossé convient que le déploiement de militaires en rue est problématique lorsqu'il ne repose pas sur un cadre juridique solide. Pour éviter tout problème, il convient donc de mener une réflexion à ce sujet - mais pas dans le cadre du débat sur l'OVG, qui touche à sa fin. En effet, un cadre juridique offrirait la sécurité juridique requise aux militaires et aux civils. Le rôle à jouer par les militaires en cas de circonstances exceptionnelles doit être clairement défini; il n'appartient pas à l'armée d'assumer des fonctions de police. L'intervenant est opposé à l'idée que les militaires puissent effectuer des contrôles d'identité ou des fouilles. Il s'agit de tâches pour lesquelles la police est spécifiquement formée. La formation du personnel militaire est quant à elle axée sur d'autres priorités, les missions précitées n'en faisant pas partie.

M. André Flahaut (PS) répète que l'OVG prendra fin conformément aux décisions du gouvernement. Les militaires ne doivent être déployés en rue qu'en cas de circonstances très exceptionnelles et pour une durée limitée.

Il est important de procéder à une évaluation de l'OVG et d'en tirer les enseignements nécessaires. Le statut des militaires pourrait être examiné en collaboration avec les membres compétents du gouvernement et des ajustements pourraient éventuellement être envisagés. Il convient de définir un cadre clair pour l'action des militaires afin de prévenir tout problème éventuel.

Mme Annick Ponthier (VB) souligne que, compte tenu de la pénurie actuelle de policiers, son groupe approuve l'idée de faire appel à des militaires pour soutenir la police en patrouillant dans les rues. Il s'agit toutefois d'une solution temporaire qui ne doit pas devenir structurelle.

La Défense ne dispose que de moyens limités et il faut en tenir compte. L'OVG et l'OSG découlent de décisions politiques visant à conférer un sentiment de sécurité aux citoyens, mais les investissements de sécurité nécessaires au niveau de la police n'ont pas été réalisés.

regeerakkoord en de beslissing om de operatie OVG zolang het dreigingsniveau niet wijzigt, stop te zetten.

Bovendien stipt de spreker aan dat het inzetten van militairen op straat enkel in zeer uitzonderlijke situaties kan en nadat er een politieke beslissing genomen werd. Momenteel zijn de specifieke omstandigheden al lange tijd niet meer van toepassing.

De heer Defossé beaamt dat het inzetten van militairen op straat zonder dat daarvoor een sluitend juridisch kader bestaat een probleem vormt. Om problemen te vermijden is het zaak daarover na te denken, maar niet in het kader van de OVG die op zijn einde loopt. Een juridisch kader biedt immers juridische zekerheid voor de militairen en de burgers. De rol van militairen in uitzonderlijke omstandigheden moet duidelijk worden afgebakend, het is niet de rol van het leger om politietaken op zich te nemen. De spreker is het er niet mee eens dat militairen identiteitscontroles of fouilleringen zouden kunnen uitvoeren. Dit zijn taken waar de politie specifiek voor wordt opgeleid. Militairen krijgen deze vorming niet en hebben andere prioriteiten in verband met opleidingen.

De heer André Flahaut (PS) herhaalt dat de OVG op zijn einde loopt conform de beslissingen van de regering. Militairen moeten enkel in zeer uitzonderlijke omstandigheden en voor een beperkte tijd op straat worden ingezet.

Het is zaak om de OVG te evalueren en er de nodige lessen uit te trekken. Samen met de bevoegde leden van de regering kan het statuut van de militairen worden nagegaan en waar en indien nodig kan worden overwogen om aanpassingen aan te brengen. Een duidelijk kader voor de omkadering van het optreden van militairen is noodzakelijk om eventuele problemen te verhinderen.

Mevrouw Annick Ponthier (VB) attendeert erop dat haar fractie akkoord gaat dat militairen de politie steunen met het patrouilleren op straat in de huidige situatie waar er een tekort is aan politiemensen. Dit is een tijdelijke oplossing die geenszins structureel mag worden.

De middelen van Defensie zijn beperkt en daar moet rekening mee worden gehouden. De OVG en OSG zijn politieke beslissingen geworden om een veiligheidsgevoel te geven aan de burgers zonder dat de noodzakelijke veiligheidsinvesteringen bij de politie werden gedaan.

Dans le contexte actuel de menace de niveau 2, il importe que la police se réapproprie ses missions, sauf à l'égard de certaines cibles spécifiques. Le groupe VB soutient la suppression progressive de l'OVG décidée par le gouvernement. Il convient de veiller à garantir la disponibilité d'un nombre suffisant de militaires pour permettre à la Belgique d'honorer ses engagements de participation aux opérations extérieures. Il importe par ailleurs d'éviter que des militaires soient frustrés parce qu'ils ne peuvent pas exercer les tâches pour lesquelles ils se sont engagés à la Défense.

Mme Ponthier met en garde contre l'émergence du terrorisme international. L'intervenante souligne que la suppression progressive de l'OVG devra se faire de façon réfléchie. Le groupe VB préconise à cet égard l'élaboration d'un cadre juridique régissant le déploiement de militaires dans les rues, afin de permettre aux militaires d'assurer efficacement le maintien de l'ordre public. Les militaires devront être habilités à contrôler, à fouiller ou à arrêter les suspects. Tout cela doit aller de pair avec l'octroi à la police des moyens nécessaires pour renforcer sa capacité.

Mme Katrin Jadin (MR) rappelle que l'OVG et l'arrêt de cette opération ont déjà été discutées à plusieurs reprises en commission. Il a été indiqué, à cette occasion, que la Défense devait pouvoir se concentrer sur ses tâches essentielles. Assurer la sécurité de la population belge est une tâche prioritaire. Il convient, à cette fin, de mettre en place une coordination avec la police et de prendre des décisions à propos des missions de sécurité attribuées aux différents services.

M. Hendrik Bogaert (CD&V) souligne que la menace terroriste est toujours présente et qu'il faut donc suivre scrupuleusement les recommandations de l'OCAM. Si la menace devait passer au niveau 3, des militaires devraient à nouveau être déployés.

Il importe donc d'accorder une protection suffisante aux militaires devant patrouiller dans les rues et de leur accorder les mêmes conditions, primes et assurances qu'à leurs collègues déployés à l'étranger.

L'intervenant émet néanmoins des réserves à propos de l'octroi aux militaires du droit de contrôler l'identité des citoyens. En revanche, leur présence dans les centrales nucléaires, les aéroports ou tout quartier juif pourrait être souhaitable. L'intervenant estime qu'il convient de suivre ce dossier attentivement et que si le niveau de la menace devait être relevé, il y aurait lieu de déployer des militaires rémunérés de manière adéquate à cette fin et qui interviendraient dans un cadre juridique concret.

In de huidige veiligheidsdreiging van niveau twee, met uitzondering van specifieke doelwitten, moet de politie haar taken opnieuw opnemen. De VB-fractie steunt de geleidelijke afbouw van OVG conform de regeringsbeslissing. Er moeten voldoende militairen beschikbaar zijn om België toe te laten haar verplichtingen van deelname aan de buitenlandse operaties te vervullen en bovendien moet worden vermeden dat militairen gefrustreerd worden omdat ze niet de taken kunnen vervullen waarvoor ze bij Defensie zijn gegaan.

Mevrouw Ponthier waarschuwt voor het opkomende internationale terrorisme en stelt dat de afbouw doordacht moet gebeuren. In dit kader is de VB – fractie voorstander van een juridisch kader voor de inzet van militairen op straat waardoor ze doeltreffend kunnen optreden voor de openbare orde handhaving. Daardoor moeten de militairen de bevoegdheid krijgen om verdachten te kunnen controleren, fouilleren of arresteren. Dit alles moet gepaard gaan met het inzetten van de noodzakelijke middelen bij de politie om haar capaciteit te versterken.

Mevrouw Katrin Jadin (MR) wijst op het feit dat de OVG en de stopzetting ervan reeds herhaaldelijk in de commissie werd besproken. Daarbij kwam aan bod dat Defensie zich op haar kerntaken moet kunnen concentreren. Het verzekeren van de veiligheid van de Belgische bevolking moet vooropstaan. Daarvoor moet met de politie worden gecoördineerd en beslist over de overname van de beveiliging door de verschillende diensten.

De heer Hendrik Bogaert (CD&V) wijst erop dat de terroristische dreigingen blijven bestaan. In dit kader moeten de aanbevelingen van de OCAD goed worden opgevolgd en in het geval dat het dreigingsniveau stijgt naar niveau drie moeten de militairen opnieuw worden ingezet.

Daarom moet ook voldoende bescherming worden gegeven aan de militairen die op straat moeten patrouilleren en moeten ze dezelfde voorwaarden, premies en verzekeringen krijgen dan hun collega's die in het buitenland worden ingezet.

De spreker maakt toch voorbehoud tegen het mogelijk toekennen van de bevoegdheid van militairen om de identiteit van de burgers te kunnen controleren. Hun aanwezigheid bij kerncentrales, luchthavens en een Joodse wijk kan wel wenselijk zijn. De spreker vindt dat dit dossier doordacht moet worden opgevolgd en in geval van hogere dreiging moeten militairen worden ingezet die daar voldoende voor worden vergoed en die optreden binnen een concreet juridisch kader.

M. Steven De Vuyst (PVDA-PTB) rappelle que l'OVG est en cours de suppression et estime qu'il faut éviter, autant que possible, tout nouveau déploiement de militaires dans les rues. Selon lui, les services de police doivent dès lors être renforcés. Il ne saurait être question de confondre les tâches de la police et celles de la Défense. Patrouiller dans les rues n'est pas une mission de la Défense. De plus, les moyens de la Défense sont limités.

Le groupe PVDA-PTB n'est pas favorable au déploiement de militaires en rue et doute que ce déploiement dissuade les terroristes de passer à l'acte. En revanche, la coopération entre les services de renseignement et de sécurité, en Belgique et à l'étranger, constitue un outil efficace dans la lutte contre le terrorisme international.

M. Jasper Pillen (Open Vld) explique que son groupe estime que les militaires ne devraient pas être déployés dans nos rues mais bien dans le cadre de missions à l'étranger. Toutefois, dans certaines circonstances spécifiques, il peut leur être demandé de venir en aide à la Nation. Pour le surplus, ils doivent s'entraîner afin de rester en mesure d'effectuer leurs missions principales. Le groupe Open Vld souscrit à la décision du gouvernement de mettre fin à l'OVG.

Il convient de débattre de la présence de militaires en rue. Si leur présence s'avère nécessaire, elle doit être temporaire et avoir lieu dans le cadre d'un mandat clair. Le moment est venu d'élaborer un cadre juridique régissant le déploiement de militaires en rue.

L'intervenant conclut son intervention en rappelant que son groupe se réjouit de l'arrêt progressif de l'OVG et qu'il convient désormais d'œuvrer à l'élaboration d'un cadre juridique pour les éventuels déploiements futurs de militaires en rue.

M. Kris Verduyckt (Vooruit) préconise que les décisions soient prises en tenant compte de ce qui se passe dans le monde. Notre pays compte des organismes, comme l'OCAM et les services de sécurité, qui suivent les actualités dans le monde. Son groupe n'a jamais été favorable au déploiement de militaires en rue dès lors que cette mesure ne résout nullement les problèmes.

M. Verduyckt n'est pas favorable à l'OVG et souscrit à son arrêt progressif. En revanche, il est favorable à l'élaboration d'un cadre de sécurité. Dans le passé, une attention trop grande a été accordée à des solutions tangibles pour renforcer la sécurité, comme le déploiement de militaires en rue, l'utilisation de scanners corporels ou l'installation de portiques de sécurité. L'intervenant estime qu'il conviendrait d'investir d'abord dans le personnel et le fonctionnement des services.

De heer Steven De Vuyst (PVDA-PTB) herinnert eraan dat OVG wordt afgebouwd. In de mate van het mogelijke moet worden vermeden dat het leger in de toekomst opnieuw op straat moet worden ingezet en daarom moeten de politiediensten worden versterkt. Het kan niet de bedoeling zijn dat de taken van politie en Defensie met elkaar worden vermengd. Het behoort niet tot de taken van Defensie op straat te patrouilleren. De middelen van Defensie zijn bovendien beperkt.

De PVDA-PTB-fractie is geen voorstander van het inzetten van militairen op straat en heeft twijfels bij het afschrikkeffect om aanslagen te verhinderen. De samenwerking tussen inlichtingen- en veiligheidsdiensten in binnen- en buitenland daarentegen zijn wel een doeltreffend middel in de strijd tegen internationaal terrorisme.

De heer Jasper Pillen (Open Vld) verduidelijkt dat zijn fractie van oordeel is dat militairen niet op straat maar voor buitenlandse missies moeten worden ingezet. In bepaalde omstandigheden kan hen worden gevraagd om hulp aan de Natie te bieden. Voor het overige moeten ze trainen om hun kerntaken te kunnen uitvoeren. De Open Vld-fractie staat achter de beslissing van de regering om OVG te stoppen.

Er is nood aan debat over de militaire aanwezigheid op straat. Indien dit nodig zou blijken moet dit tijdelijk en binnen een duidelijk mandaat gebeuren. Het is nu het moment om een juridisch kader voor de aanwezigheid van militairen op straat uit te werken.

Tot slot herhaalt de spreker dat zijn fractie tevreden is met de afbouw van OVG en dat nu werk moet worden gemaakt van een uitwerking van een juridische kader voor een eventuele toekomstige inzet op straat van militairen.

De heer Kris Verduyckt (Vooruit) pleit ervoor om beslissingen te nemen in functie van wat er in de wereld gebeurt. Ons land beschikt over instellingen, zoals OCAD en de veiligheidsdiensten, die dit opvolgen. Zijn fractie is nooit voorstander geweest van het inzetten van militairen op straat omdat dit de problemen niet oplost.

De heer Verduyckt is geen voorstander van OVG en gaat akkoord met de afbouw ervan. Hij kan zich daarentegen wel vinden in het uitwerken van een kader voor beveiliging. In het verleden ging teveel aandacht naar zichtbare oplossingen voor meer veiligheid zoals militairen op straat, bodyscans, veiligheidspoortjes. Voor de spreker is het zaak om eerst te investeren in personeel en werking.

M. Michael Freilich (N-VA) rappelle que la sécurité des citoyens est au cœur de la proposition de résolution à l'examen. Même si le niveau de la menace a été revu à la baisse, des zones/communautés sont encore exposées à un risque de sécurité accru. Si l'OCAM fixe le degré de la menace au niveau 3, il faut en tenir compte.

L'intervenant regrette que la majorité des partis soient opposés au prolongement de l'OVG. En revanche, il existe un accord pour œuvrer à l'élaboration d'un cadre juridique régissant le déploiement de militaires en rue.

Bien qu'il soit favorable au maintien de l'OVG, M. Freilich présente un amendement tendant à supprimer la demande 1. Il propose d'élaborer un cadre juridique, afin que ce cadre soit prêt quand on en aura besoin. S'il n'existe aucun accord sur la nécessité ou non de déployer des militaires en rue, il existe bien un accord sur la nécessité de disposer d'un cadre juridique régissant leur déploiement dans nos rues. L'intervenant espère qu'après la présentation de l'amendement à l'examen, la majorité des partis soutiendra la proposition de résolution à l'examen.

M. Jasper Pillen (Open Vld) indique que, durant les quatre années où les ministres N-VA ont été chargés des départements de l'Intérieur et de la Défense, en pleine crise terroriste, ceux-ci n'ont pris aucune initiative allant dans le même sens que la proposition de résolution à l'examen. C'est pourquoi l'intervenant ne soutiendra pas cette proposition.

M. Guillaume Defossé (Ecolo-Groen) indique que, l'OVG touchant à sa fin, il n'y a plus aucune raison d'agir dans l'urgence. Par ailleurs, les militaires n'ont pas vocation à remplir des missions de police, sauf en cas de circonstances exceptionnelles. La proposition de résolution à l'examen n'est en outre plus pertinente dès lors que le gouvernement actuel œuvre à l'élaboration d'un cadre juridique régissant ce type de situations exceptionnelles.

M. Christophe Lacroix (PS) rappelle la position de son groupe, qui estime que la protection des citoyens en rue est une mission qui revient exclusivement aux services de police, qui doivent disposer d'équipements appropriés à cette fin. La présence de militaires en rue doit constituer une exception absolue, et il convient effectivement de disposer d'un cadre juridique adéquat à cet effet. Lorsqu'ils étaient en fonction, les ministres N-VA n'ont pris aucune initiative à cette fin au Parlement, alors que, soit dit en passant, ce sont eux qui ont lancé

De heer Michael Freilich (N-VA) herhaalt dat het voorstel van resolutie de veiligheid van de burgers centraal stelt. Ondanks het feit dat het veiligheidsniveau is gedaald zijn er nog zones/gemeenschappen waar een verhoogd veiligheidsrisico geldt. Indien OCAD stelt dat er een veiligheidsrisico niveau drie is moet er rekening mee worden gehouden.

De spreker betreurt dat de meerderheid van de partijen geen voorstander is voor de verlenging van OVG. Daarentegen is er wel een akkoord om te werken aan een juridisch kader voor de militaire aanwezigheid op straat.

De heer Freilich dient, ondanks hij voorstander blijft van het behoud van OVG, een amendement tot schrapping van verzoek 1 in. Hij stelt voor om aan een juridisch kader te werken, zodat het kader klaar is tegen dat dit nodig zou zijn. Er is geen akkoord over de noodzaak om al dan niet militairen op straat te hebben, maar er is wel een akkoord over het feit dat er nood is aan een juridisch kader waarbinnen ze kunnen optreden. Hij drukt de hoop uit dat de meerderheid van de partijen, na deze amendering, het voorstel van resolutie zal steunen.

De heer Jasper Pillen (Open Vld) stelt dat de N-VA ministers die destijds gedurende vier jaren, in volle terreurcrisis, de departementen Binnenlandse zaken en Defensie waarnamen, geen enkel initiatief hebben genomen in overeenstemming met het voorliggend voorstel van resolutie. Hij zal de resolutie dan ook niet steunen.

De heer Guillaume Defossé (Ecolo-Groen) wijst erop dat de OVG-missie op haar einde loopt en er dus geen enkele urgentie meer is. Het komt overigens, behoudens in uitzonderlijke omstandigheden, niet aan militairen toe om politiefuncties te vervullen. De resolutie heeft verder ook geen zin meer aangezien de huidige regering aan een juridisch kader werkt voor dergelijke uitzonderingstoestanden.

De heer Christophe Lacroix (PS) herhaalt het standpunt van zijn fractie dat de bescherming van burgers in de straat, exclusief toekomt aan de politiediensten die daartoe gepast moeten worden uitgerust. De aanwezigheid van militairen in de straten dient een absolute uitzondering te zijn en daartoe moet inderdaad een geschikt juridisch kader voorhanden zijn. De N-VA ministers hebben hier indertijd niets voor gedaan, terwijl ze nota bene zelf de operatie OVG hebben gelanceerd. De heer Lacroix wijst er eveneens op dat de huidige regering een concreet

l'OVG. M. Lacroix indique également que le gouvernement actuel œuvre actuellement à l'élaboration d'un cadre législatif concret qui régira ce type de situations exceptionnelles.

Mme Annick Ponthier (VB) indique qu'à l'époque, les autres partis du gouvernement n'ont pas non plus pris d'initiative à cet égard. Le groupe VB plaide pour l'arrêt progressif de l'OVG et de l'OSG dès lors que ces opérations constituent un frein au déploiement de nos forces armées dans le cadre de missions à l'étranger et réduisent l'attrait de la Défense vis-à-vis de recrues potentielles. Il est effectivement nécessaire de disposer d'un cadre juridique régissant le déploiement de militaires sur notre territoire, afin de leur permettre d'intervenir pertinemment lorsque la situation sécuritaire l'exige. Dans le cadre de ce déploiement, les militaires doivent disposer de pouvoirs suffisants pour assurer le maintien de l'ordre public. La proposition de résolution à l'examen, telle qu'elle a été amendée, est donc tout à fait pertinente.

M. Kris Verduyckt (Vooruit) indique que le fond de la position de M. Freilich demeure inchangé, malgré son amendement. Dès lors que le gouvernement actuel envisage des mesures concrètes, la proposition de résolution à l'examen est superflue.

Mme Katrin Jadin (MR) reconnaît la nécessité d'élaborer un cadre juridique régissant le déploiement des militaires en rue, même si ce déploiement ne peut avoir lieu qu'à titre exceptionnel. Ces dernières années, les circonstances de crise ont sans doute empêché d'avoir suffisamment de marge de manœuvre pour élaborer un cadre juridique à cet égard. Toutefois, la Défense élabore actuellement ce cadre, et il apparaît recommandé d'attendre cette proposition avant de voter sur des résolutions comme la proposition de résolution à l'examen.

M. Steven de Vuyst (PVDA-PTB) répète que le gouvernement doit fournir aux services de police les moyens et les effectifs nécessaires pour pouvoir agir adéquatement durant les périodes de menace accrue. Le déploiement de militaires n'est pas souhaitable et le groupe PVDA-PTB estime qu'il n'a pas non plus d'effet dissuasif, et qu'il peut en outre donner un faux sentiment de sécurité. Il importe toutefois que les services de sécurité belges et étrangers coopèrent de manière adéquate pour déjouer les attentats et détecter toute menace à temps.

M. Michael Freilich (N-VA) se demande pourquoi l'OVG est arrêtée alors que l'OSG se poursuit. La proposition de résolution à l'examen ne vise d'ailleurs pas que des opérations de longue durée, mais aussi des

wetgevend kader aan het uitwerken is voor dergelijke uitzonderingssituaties.

Mevrouw Annick Ponthier (VB) wijst erop dat ook de andere regeringspartijen destijds hebben nagelaten een initiatief te nemen. De VB-fractie is voorstander van een geleidelijke afbouw van OVG en OSG aangezien dit een rem zet op de inzetbaarheid voor buitenlandse operaties evenals op de aantrekkingskracht van defensie voor rekruten. Uiteraard is een juridisch kader voor de binnenlandse inzet van militairen noodzakelijk opdat ze doeltreffend zouden kunnen optreden wanneer de veiligheidssituatie dit vereist. In dat geval moeten de militairen afdoende bevoegdheden hebben ter handhaving van de openbare orde. Het voorstel van resolutie, zoals geamendeerd, is dus wel degelijk zinvol.

De heer Kris Verduyckt (Vooruit) stelt dat het standpunt van de heer Freilich, ondanks zijn amendement, niet ten gronde is gewijzigd. De huidige regering stelt concrete maatregelen in het vooruitzicht, deze resolutie is dan ook overbodig.

Mevrouw Katrin Jadin (MR) beaamt dat er een juridisch kader nodig is voor het optreden van militairen in de straat, al mag dat uitsluitend gebeuren in uitzonderlijke omstandigheden. In de voorbije jaren was er door de crisissituaties wellicht onvoldoende ruimte om een juridisch kader uit te werken. Momenteel werkt Defensie echter een dergelijk kader uit en het verdient aanbeveling dit voorstel af te wachten vooraleer over een resolutie zoals de voorliggende te stemmen.

De heer Steven de Vuyst (PVDA-PTB) herhaalt dat de regering aan de politiediensten de nodige middelen en mankracht moet bezorgen om adequaat te kunnen op te treden in periodes van verhoogde dreiging. De inzet van militairen is niet wenselijk en volgens de PVDA-PTB-fractie heeft dit ook geen ontradend effect en kan het ook tot een vals veiligheidsgevoel leiden. Wel is het belangrijk dat veiligheidsdiensten in binnen- en buitenland adequaat samenwerken om aanslagen te vermijden en een dreiging tijdig te detecteren.

De heer Michael Freilich (N-VA) vraagt zich af waarom enerzijds operatie OVG wel wordt stopgezet maar OSG nog doorloopt. Het voorstel van resolutie beoogt overigens niet enkel langlopende operaties maar ook

opérations ponctuelles, comme l'opération actuellement menée dans le cadre de la situation de crise impliquant Jürgen Conings.

punctuele operaties, zoals momenteel in de crisis rond Jürgen Conings.

III. — DISCUSSION DES CONSIDÉRANTS ET DES DEMANDES ET VOTES

1. *Considérants*

Considérant A

Le considérant A est adopté par 10 voix contre 4.

Considérants B à O

Les considérants B à O sont successivement rejetés par 8 voix contre 6.

2. *Dispositif*

Demande 1

M. Michael Freilich et consorts présentent l'*amendement n° 1* (DOC 55 1784/002) tendant à supprimer la demande 1.

L'amendement n° 1 est adopté par 10 voix contre 2 et 2 abstentions.

Demandes 2 à 4

Les demandes 2 à 4 sont successivement rejetées par 9 voix contre 5.

Par conséquent, l'ensemble de la proposition de résolution est considéré comme rejeté.

Les rapporteurs,

Guillaume DEFOSSÉ
Steven CREYELMAN

Le président,

Peter BUYSROGGE

III. — BESPREKING VAN DE CONSIDERANSEN EN DE VERZOEKEN EN STEMMINGEN

1. *Consideransen*

Considerans A

Considerans A wordt met 10 tegen 4 stemmen aangenomen.

Consideransen B tot O

De consideransen B tot O worden achtereenvolgens met 8 tegen 6 stemmen verworpen.

2. *Beschikkend gedeelte*

Verzoek 1

De heer Michael Freilich c.s. dient amendement nr. 1 in (DOC 55 1784/002) dat ertoe trekt verzoek 1 te schrappen.

Amendement nr. 1 wordt met 10 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen aangenomen.

Verzoeken 2 tot 4

De verzoeken 2 tot 4 worden achtereenvolgens met 9 tegen 5 stemmen verworpen.

Derhalve wordt het gehele voorstel van resolutie als verworpen beschouwd.

De rapporteurs,

Guillaume DEFOSSÉ
Steven CREYELMAN

De voorzitter,

Peter BUYSROGGE